



Lycées professionnels : une rentrée chaotique et des perspectives inquiétantes

L'intersyndicale constate, comme elle l'avait annoncée, une rentrée chaotique dans les lycées professionnels. Alors même que, lors de son allocution de mai dernier le Président de la République associait le décrochage des élèves à un manque de choix de ceux-ci pour les filières professionnelles, le ministère par le truchement de son outil d'orientation Afelnet n'est pas en mesure d'offrir des places à l'ensemble des jeunes souhaitant intégrer le lycée professionnel. Ainsi ce ne sont pas moins de 13500 lycéen.nes qui se retrouvent sans affectation à cette rentrée dont les 2/3 souhaitant accéder à une formation professionnelle. Pour pallier l'urgence ils-elles sont rajouté-es au dernier moment dans des classes déjà surchargées et prioritairement dans celles des filières prétendument non insérantes !

Le pacte : bras armé de la réforme

Force est de constater que le Pacte peine à se mettre en place, malgré les pressions diverses et le contournement de la note de service du 27 juillet qui définit pourtant les modalités de la déclinaison des missions complémentaires. Alors que tous les lycées professionnels ont reçu entre deux et trois briques par personnel, à ce jour, on n'est encore très loin d'une brique par enseignant en moyenne. Cette résistance démontre que le temps de travail n'est pas extensible et le refus de la réforme Macron par les personnels !

Le bureau des entreprises (BDE) qui devait être effectif dans les 2100 LP en septembre 2023, s'avère lui aussi être un échec partiel. Il n'y a pas un BDE dans chaque LP en cette rentrée ! La mutualisation entre plusieurs établissements, une fiche de poste délirante en termes de missions, et le statut de contractuel ont fini de décourager les candidat.es du monde extérieur à l'EN.

Ces premières mesures hors sol de la réforme, imposées au pas de charge, à coup de briques du Pacte, participent à déréguler un peu plus le fonctionnement de nos établissements, à dégrader toujours plus nos conditions de travail et à renforcer la perte de sens de nos métiers. Pour 2024, les perspectives sont tout aussi inquiétantes et constituent pour l'intersyndicale des lignes rouges.

Toujours plus d'entreprise

Les modifications de la classe de Terminale avec l'organisation des examens en mars, alors que le ministère de l'Éducation Nationale a rétro-pédalé pour les épreuves de spécialités au lycée, et l'allongement des PFMP vont dégrader fortement cette année cruciale de formation. Plus de stages c'est inéluctablement moins d'heures d'enseignement pour nos élèves : ce choix est à l'opposé des déclarations du ministre G. Attal en cette rentrée. Le choc des savoirs pour les élèves de lycée pro ce serait donc moins d'école ?

L'arrivée de professeurs associés, dont le domaine d'intervention s'élargit au fil des déclarations de personnalités politiques majeures, confirme la volonté de donner à l'entreprise un rôle de plus en plus important et de remplacer progressivement les PLP par des

personnels du monde économique non formés à l'enseignement. L'intersyndicale rappelle qu'enseigner est un métier qui s'apprend !

L'employabilité à tout prix

Les cartes des formations dont les modalités d'élaboration changent, risquent d'avoir pour seule boussole l'employabilité immédiate et pour objectif la fermeture des filières non-insérantes. Beaucoup de collègues vont devoir se reconverter, du jour au lendemain, de façon contrainte et brutale et les jeunes ne seront plus pensés comme des élèves mais comme une main d'œuvre immédiatement exploitable. D'aucune façon, son « évolution » ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Nos organisations syndicales CGT Educ'action, CNT-FTE, SE-UNSA, SNALC, SNUEP-FSU, SUD Éducation et SGEN-CFDT réaffirment leur opposition totale à la réforme Macron. Cette opposition est confortée par la demande de régionalisation des lycées professionnels et de ses personnels par la présidente d'Ile de France qui s'appuie sur cette réforme.

Pour nous l'urgence est de faire le bilan de la TVP, renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps d'enseignement et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

Afin d'exposer toutes ses inquiétudes, l'intersyndicale a demandé une audience au ministre de l'éducation G. Attal.